



Dimanche

8 décembre 2024

18 pages

No. 652

GRATUIT

EDB

Bal des proches de Lakwizinn

	Paris	India	S.Africa	Kenya	Singapore	China	Japan	UAE
Salary	145,087.00	235,979.00	118,877.00	67,680.00	473,959.00	61,400.00	158,232.00	1,261,214.00
FSA		46,000.00	53,000.00			197,000.00		296,000.00
Other Allowances	188,760.00		3.00		158,900.00	250,000.00	202,000.00	765,666.67
Rental-Office		75,000.00	140,000.00	27,666.67	71,000.00	154,000.00		580,000.00
Apartment		124,000.00	106,000.00	28,000.00	168,000.00	20,000.00		110,500.00
Expenses	13,800.00	2,000.00	4,700.00	25,000.00	25,000.00		20,000.00	136,000.00
Cotisations	136,000.00							3,497,043.67
	483,647.00	482,979.00	422,580.00	148,346.67	896,859.00	682,400.00	380,232.00	

Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourism Operators' (ATO)



« Les PME doivent pouvoir participer aux prises de décisions importantes »

Air Mauritius

Gestion catastrophique sous le MSM



Premier League



Les Blues défient les Spurs au Tottenham Hotspur Stadium

Prestation de serment



Dharam Gokhool et Robert Hungley investis à la tête de la République

Incident à Grand-Baie La Croisette



L'exercice de vérification du travelator prendra encore plusieurs jours



14^e mois

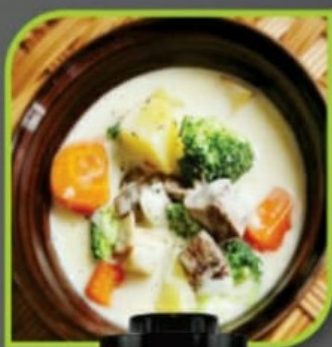
Une promesse centrale face à des défis multiples

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,
 Hot & Cold Functions,
 Stewing, Braising,
 Steaming, Blending
 Dry & Wet Grinding,
 Smoothie, Porridge,
 Hot Soup, Ice Crushing
 and many more.

300°C

Resistance to cold and heat shock

Five Layers Composite Cup

Health Thickened Borosilicate Glass



1250ML Hot Drink



1500ML Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Prestation de serment

Dharam Gokhool et Robert Hungley investis à la tête de la République



Vendredi 6 décembre 2024, Dharam Gokhool a été élu au poste de président de la République et Robert Hungley à celui de vice-président. Ces nominations ont été approuvées à l'unanimité par l'Assemblée nationale. Ils ont tous les deux prêté serment à la State House ce samedi.



Dharam Gokhool : « Un président du peuple, un président de proximité avec une touche d'humanité »

Lors de sa première déclaration après sa prestation de serment à la State House ce samedi, le nouveau président de la République, Dharam Gokhool, a souligné la responsabilité qui l'attend. « Je m'adresse à vous aujourd'hui avec beaucoup d'émotion et d'humilité, surtout par rapport à la grande responsabilité qui pèse sur mes épaules », a-t-il déclaré, ajoutant que son accession à ce poste avait été précédée par une période de réflexion et de méditation. Il a affirmé vouloir être « un président du peuple, un président de proximité avec une touche d'humanité ». Cette approche guidera son action, selon lui, aussi bien au niveau national qu'international, avec un agenda ambitieux axé sur des priorités telles que le développement durable, la réduction de la pauvreté, la démocratie, et les droits humains, entre autres.

Dans une démarche inclusive, il a rendu hommage aux figures marquantes de son parcours : « Je rends hommage aux femmes, aux mamans, aux éducateurs et éducatrices, envers lesquels je suis redevable, et plus particulièrement à ma maman et à mon



maître d'école, Abdool Raman Kasenally, qui ont changé mon destin. » Il a également mis en avant cinq piliers essentiels à la prise de décision dans un pays : le professionnalisme, la méritocratie, la diversité, l'équité, et l'inclusion.

Enfin, il a exprimé sa volonté de travailler avec toutes les composantes de la société mauricienne pour transmettre un héritage solide aux générations futures. « Mon but, c'est que nous travaillions ensemble, la société civile et toutes les composantes de la société mauricienne, pour que nous puissions transmettre un héritage aux futures

générations », a-t-il conclu, marquant ainsi son engagement à bâtir une nation plus juste et durable.

Dharam Gokhool a débuté sa carrière au MMM en 1980, il a été élu pour la première fois lors des législatives de 1982, marquées par un triomphe historique de l'alliance MMM-PSM. Il a ensuite fait partie de différentes alliances politiques, occupant des rôles clés au MMM et au Parti travailliste. Ministre de l'Éducation de 2005 à 2008, puis de l'Industrie jusqu'en 2010, il a également eu une carrière académique distinguée à l'Université de Maurice. Lors de la séance parlementaire, le Premier ministre Navin Ramgoolam a salué ses qualités de loyauté, d'intégrité et de compétence, exprimant sa confiance dans sa capacité à élever la fonction présidentielle.



Robert Hungley : « Je vais travailler de concert avec le président pour sauvegarder la démocratie et la liberté de la presse »



Robert Hungley a réitéré son engagement envers une société inclusive, en déclarant : « Je souhaite que personne ne soit exclu dans la société. Nous n'oublions pas les plus démunis, les personnes en situation de handicap et ceux qui sont tombés dans le fléau de la drogue. Nous devons les encourager à réintégrer la société. »

Enfin, il a promis de collaborer étroitement avec le président pour renforcer les institutions démocratiques du pays et protéger les libertés fondamentales. « Je vais travailler de concert avec le président pour sauvegarder la démocratie et la liberté de la presse, qui a été bafouée à un moment donné », a-t-il affirmé, soulignant son engagement envers un leadership responsable et inclusif pour le progrès de Maurice.

Le nouveau vice-président de la République, Robert Hungley, a exprimé sa gratitude lors de sa première déclaration officielle. « Je remercie le Premier ministre Navin Ramgoolam et mon camarade leader du MMM Paul Bérenger pour leur confiance. C'est une grande responsabilité que je suis heureux aujourd'hui de pouvoir partager avec le président », a-t-il affirmé, mettant en avant l'importance du travail d'équipe au sommet de l'État.

Se projetant dans l'avenir, il a souligné que Maurice est à « la croisée des chemins » après une victoire électorale récente qui symbolise bien plus qu'un simple succès politique. « Ce plébiscite n'est pas seulement une victoire, mais aussi une grande responsabilité », a-t-il insisté, appelant à une unité nationale pour relever les nombreux défis à venir.

Robert Hungley, militant de longue date du MMM, apporte une perspective différente à la Vice-Présidence. Issu d'un milieu modeste, il a gravi les échelons grâce à sa détermination, devenant maire de Beau-Bassin/Rose-Hill en 2004. Bien qu'il n'ait jamais été élu aux législatives, son implication dans le domaine de l'import/export et son engagement militant en ont fait un choix respecté pour ce poste. Il souhaite redéfinir le rôle du Vice-Président en s'impliquant activement dans les affaires publiques, une ambition saluée par le Premier ministre adjoint, Paul Bérenger, qui a déclaré qu'il « fera honneur à toute l'île Maurice ».



Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a pour sa part déclaré, après la prestation de serment : « Nous faisons un état des lieux de l'économie, et ce que nous découvrons est choquant, bien pire que ce à quoi nous nous attendions. J'expliquerai prochainement la situation aux Mauriciens, mais il faudra patienter encore un peu. »

Hommage à Abdool Raman Kasenally, instituteur du nouveau président



Lors de l'élection du président de la République au parlement ce vendredi, le Premier ministre Navin Ramgoolam a mis en lumière le parcours de Dharam Gokhool. « Comme il était un élève brillant, le maître d'école de Roches-Noires Government School, Abdool Raman Kasenally, a encouragé sa mère à le faire poursuivre ses études supérieures. Elle a fait des sacrifices, et cela a changé son destin », a-t-il déclaré lors de son allocution.

Abdool Raman Kasenally est né en octobre 1910 dans le district de Flacq. Il a déménagé à Rivière-du-Rempart lorsque son père, officier de police, y a été muté. Il y a grandi et s'est orienté vers l'enseignement. Durant sa carrière, il a été promu directeur de la Roches-Noires Government School. Il a eu quatre fils, tous médecins, dont le Dr Swaley et le Dr Abu Kasenally, qui ont été actifs en politique et ont été nommés ministres à plusieurs reprises, respectivement pour le MMM et le parti travailliste.

EDB

Bal des proches de Lakwizinn

L' *Economic Development Board* (EDB) est dans le viseur du gouvernement. Sous le règne de Pravind Jugnauth, il ressemblait moins à un organisme visant à promouvoir l'investissement qu'à une base politique du MSM où des proches ont été casés au détriment des contribuables. Copains, copines, fils, belles-filles, épouses de ministres, portant des patronymes tels que Gungah, Dookun, Benydin, Maunthrooa, Balgobin, ou encore Ballah, ont tous pris racine au sein de l'EDB, sous contrat aussi bien que sur l'*establishment*. Au total, on en dénombre au moins une bonne quarantaine ! Et malgré le changement de gouvernement, ils restent accrochés à leurs postes, en dépit de leurs connexions évidentes avec Lakwizinn.

Mais le bal ne s'arrête pas là. Plusieurs proches de l'ancien régime, en particulier de Pravind Jugnauth, de l'ex-ministre des Finances Renganaden Padayachy ou encore de Zouberr Joomaye, sont affectés à l'étranger et touchent des

pactoles mirobolants, bien qu'ils n'aient pas vraiment été efficaces dans leur rôle. Le nouveau gouvernement leur reproche même de s'être tourné les pouces, tout en jouissant de salaires et d'allocations princiers et en menant la belle vie. Au bureau de l'EDB à Dubaï par exemple, un proche de Zouberr Joomaye, ancien conseiller de Pravind Jugnauth, s'y est installé sans qu'il n'y ait eu au préalable d'appel d'offres. Le neveu d'Alain Wong, ancien ministre du MSM et ambassadeur à Beijing, a élu domicile en Chine depuis 2020. Un proche de l'ancien Premier ministre a, lui, été casé à Singapour. L'affectation d'un protégé de l'ancien CEO d'EDB, Ken Poonosamy, à Paris, n'a point été fructueuse.

Pire, en Afrique du sud, les deux bureaux de l'EDB à Johannesburg et Pretoria

n'ont servi qu'à caser et enrichir d'autres proches de Lakwizinn. En Inde également, le bureau de l'EDB n'a servi à rien. Aucun projet n'y a été concrétisé bien qu'un officier bien connecté avec Lakwizinn y soit affecté depuis six ans. Il est retourné à Maurice dans l'espoir d'être promu directeur. Entretemps, l'État mauricien s'acquitte toujours des frais de son appartement en Inde bien qu'il n'y ait aucun officier à présent. Si Ken Poonosamy a été prié de quitter son poste de CEO au sein de cet organisme, c'est principalement dû à la politique de laisser-aller qu'il a prônée envers Lakwizinn, transformant l'EDB en véritable carnaval où l'argent est jeté par la fenêtre au lieu de dénicher des opportunités d'investissements pour le pays.

	Paris	India	S.Africa	Kenya	Singapore	China	Japan	UAE
Salary	145,087.00	235,979.00	118,877.00	67,680.00	473,959.00	61,400.00	158,232.00	1,261,214.00
FSA		46,000.00	53,000.00			197,000.00		296,000.00
Other Allowances	188,760.00		3.00		158,900.00			347,663.00
Rental - Office		75,000.00	140,000.00	27,666.67	71,000.00	250,000.00	202,000.00	765,666.67
Apartment		124,000.00	106,000.00	28,000.00	168,000.00	154,000.00		580,000.00
Expenses	13,800.00	2,000.00	4,700.00	25,000.00	25,000.00	20,000.00	20,000.00	110,500.00
Cotisations	136,000.00							136,000.00
	483,647.00	482,979.00	422,580.00	148,346.67	896,859.00	682,400.00	380,232.00	3,497,043.67

Tableau : Ce que coûtent les salaires et autres allocations des bureaux de l'EDB à l'étranger aux contribuables mauriciens

Incident à Grand-Baie La Croisette

L'exercice de vérification du travelator prendra encore plusieurs jours

Deux semaines après le terrible drame qui a coûté une jambe à Fatimah Dilmohamed, 21 ans, l'exercice de vérification du travelator se poursuit à Grand-Baie La Croisette. L'exercice a débuté mercredi matin, en présence de plusieurs experts de différents départements et compagnies, dont OTIS et Manser Saxon. Des officiers du ministère des Infrastructures publiques, de la CID de Grand-Baie, du SOCO et de la FSL étaient aussi présents. Le but de l'exercice : démonter la machinerie pour procéder à des vérifications afin de trouver de potentielles failles.

À ce jour, pas moins d'une vingtaine de plaques ont été démontées par des techniciens de la compagnie Manser Saxon. Un exercice qui a permis de déterminer que les plaques du travelator datent de 2011. Des traces d'os et de chair de Fatimah Dilmohamed ont aussi été retrouvés sur les marches, tout comme ses savates. L'exercice se poursuivra pendant encore plusieurs jours, d'autant que tous les engrenages du travelator seront démontés. Un rapport sera ensuite rédigé afin d'être soumis aux enquêteurs de la CID de Grand-Baie. Et c'est en se basant sur ce rapport que les limiers



procéderont à l'interrogatoire des cadres de la compagnie Manser Saxon sur ce dossier.

Pour l'heure, les enquêteurs ont procédé à des interrogatoires préliminaires. La mère de Fatimah Dilmohamed a été entendue et a témoigné de l'horrible incident. Le *Centre Manager*, le *Facilities Manager*, le *CCTV Operator*, le *Health and Safety Consultant*, le *Maintenance Manager* et un *Senior Attendant* de l'hôpital SSRN ont également été interrogés dans le cadre de cette enquête. Ils ont tous affirmé que les procédures concernant les exercices d'entretien du travelator ont été respectées. Et certains ont même présenté un certificat prouvant que l'entretien avait bel et bien été effectué quelques jours avant l'incident. Entretemps, le lieu reste sécurisé et inaccessible au public.

Fatimah se remet lentement

Quant à l'état de Fatimah Dilmohamed, elle se remet lentement des deux interventions chirurgicales qu'elle a subies, bien qu'elle soit toujours admise aux soins intensifs d'un hôpital à Chennai et que ses médecins attendent encore quelques jours avant de se prononcer sur son cas. La famille Dimohamed a déjà retenu les services de deux avocats pour ses démarches légales. Il s'agit de Me Anas Sakawoth et Me Arshad Gaseeta. Ces deux jeunes hommes de loi suivent quotidiennement les opérations de vérification à Grand-Baie La Croisette. Parallèlement, ils bénéficient du soutien juridique d'un cabinet britannique, dirigé par des *King's Counsel*. Ils disent attendre le rapport des experts, ainsi que l'orientation que prendra l'enquête policière avant de décider de la marche à suivre.

Air Mauritius

Gestion catastrophique sous le MSM

Chaque année, *AirHelp* analyse les performances des compagnies aériennes mondiales, en évaluant leur ponctualité, la qualité de service et la gestion des réclamations. En 2024, *Air Mauritius* se retrouve à la 9^e place des compagnies les moins performantes, avec une note de 4,84/10.

Si la compagnie était autrefois saluée pour son hospitalité et son service client, elle souffre aujourd'hui de problèmes structurels. Les retards fréquents, des incidents techniques et une gestion des réclamations jugée insuffisante figurent parmi les principaux reproches formulés par les passagers.

Ces derniers pointent également des tarifs jugés élevés et des services parfois en deçà des attentes.

La situation interne de l'entreprise est tout aussi préoccupante. Selon des sources syndicales, des tensions importantes subsistent entre la direction et les employés. La communication interne et externe semble également perfectible, contribuant à une image publique affaiblie.

Charles Cartier n'a manifestement pas réussi à endiguer le déclin opérationnel

et réputationnel d'*Air Mauritius*. Sa nomination controversée en tant que CEO début 2024, sous l'ancien régime, est aujourd'hui remise en question. Alors que les défis actuels rencontrés par la compagnie sont en grande partie le fruit d'une gestion



problématique héritée de cette période et de l'ancienne gouvernance, il fait de la résistance et s'accroche à son poste, malgré les appels croissants à son départ.

Le nouveau gouvernement et le nouveau conseil d'administration auront fort à faire pour redresser la compagnie nationale et regagner la confiance des voyageurs et des employés. Cette tâche s'annonce titanesque, nécessitant à la fois des réformes en profondeur et un renouvellement du leadership pour insuffler une nouvelle dynamique.



Les 10 pires compagnies aériennes en 2024

1. Tunisair (Tunisie)
2. Buzz (Pologne)
3. Nouvelair (Tunisie)
4. Bulgaria Air (Bulgarie)
5. El Al Israel Airlines (Israël)
6. Pegasus Airlines (Turquie)
7. IndiGo (Inde)
8. TAROM (Roumanie)
9. **Air Mauritius (île Maurice)**
10. SKY express (Grèce)

Les 10 meilleures compagnies aériennes de 2024

1. Brussels Airlines
2. Qatar Airways
3. United Airlines
4. American Airlines
5. Play Airlines
6. Austrian Airlines
7. LOT Polish Airlines
8. Air Arabia
9. Widerøe
10. Air Serbia

Meurtre de Vanessa Lagesse

Bernard Maigrot en liberté conditionnelle

Après avoir passé presque six mois en prison, Bernard Maigrot a retrouvé la liberté conditionnelle vendredi dernier.

Une décision prise par les juges Shameem Hamuth Lauloo et Patrick Kam Sing. L'homme d'affaires de 63 ans avait été condamné à 15 ans de prison par la cour d'assises le 1^{er} août dernier par le juge Lutchmeeparsad Aujayeb, après que sept des neuf jurés l'aient reconnu coupable.

Alors que la décision était attendue pour le 18



décembre, la Cour suprême a appelé l'affaire le vendredi 6 décembre pour faire connaître sa décision. La liberté conditionnelle a ainsi été accordée à l'homme d'affaires. Il a dû fournir deux

cautions de Rs 1 million et signer une reconnaissance de dettes de Rs 2 millions. La Cour suprême a également imposé plusieurs conditions. Il doit respecter un couvre-feu entre 20h et 7h tous les jours.

Outre le fait d'avoir une adresse fixe, il doit aussi se présenter au poste de police de Grand-Gaube deux fois par jour. De plus, il doit avoir deux numéros de téléphone sur lesquels la police peut le joindre. Il lui est interdit de quitter le pays, et il a ainsi dû soumettre son passeport aux autorités. Bernard Maigrot a quitté la prison de Beau-Bassin vendredi après-midi vers 15h45 en compagnie de ses proches, esquivant les journalistes qui l'attendaient à l'extérieur.

UP

Annulation du concert Mystic Garden XI

L'annulation du concert Mystik Garden XI est une décision responsable qui reflète une prise de conscience importante face aux enjeux actuels au



Proche-Orient. Permettre à des artistes israéliens de se produire aurait pu être perçu comme une forme de complicité tacite envers les actes condamnables associés au génocide en Palestine.

En révisant l'autorisation initial, les autorités ont montré leur engagement à préserver l'image de Maurice en tant que pays solidaire des droits humains et sensible aux souffrances des peuples opprimés, tout en évitant d'alimenter des tensions sociales ou des malentendus sur sa position éthique.

C'EST ÉCRIT

« Je suis profondément choquée, attristée et révoltée par ce deuxième infanticide en une semaine. [...] La protection de l'enfance demeure ma priorité absolue. C'est pourquoi avant la fin de l'année, nous organiserons des assises nationales de l'enfance et de la famille, en étroite collaboration avec les ONG et la société civile. L'objectif est de mener une

réflexion approfondie sur les moyens à mettre en œuvre pour garantir la sécurité et le bien-être de nos enfants. »

Arienne Navarre-Marie

L'Express

Vendredi 6 décembre 2024

A ÉTÉ DIT

« Je suis profondément humaniste et aujourd'hui, je n'ai plus rien à prouver. J'aime les gens en général et mon niveau de tolérance est assez élevé. Je veux inspirer les jeunes députés pour qu'ils comprennent que la politique est un métier noble et que notre petit pays a besoin d'eux pour faire un saut qualitatif. C'est ensemble qu'ils peuvent changer la vie des gens. La campagne électorale est déjà derrière eux. Le temps est à la construction et à la reconstruction. »



Shirin Aumeeruddy-Cziffra

Le Défi

Mercredi 4 décembre 2024

DOWN

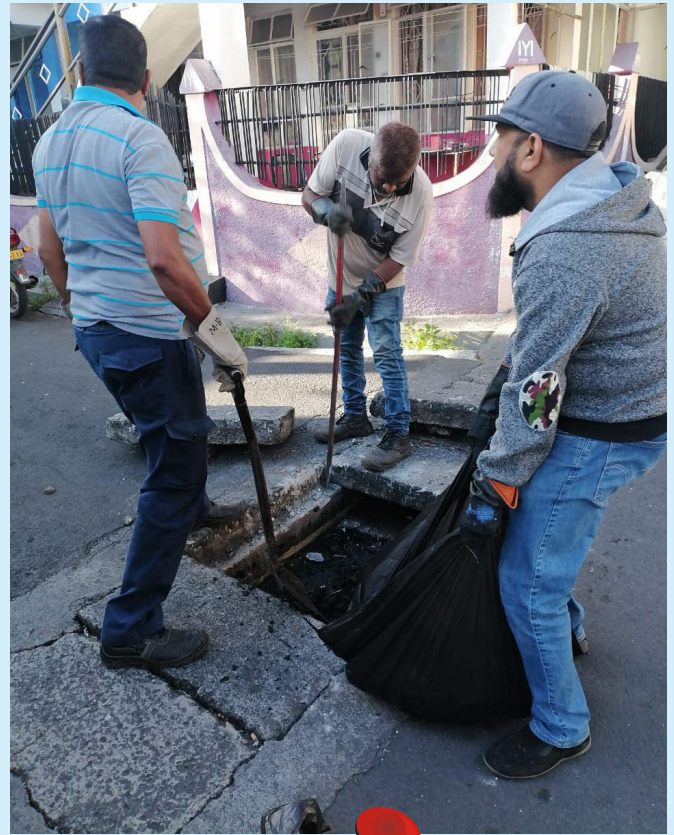
New Cancer Centre

La situation au New Cancer Centre de Vacoas est inquiétante, malgré son inauguration en mai 2024 et un coût de près de Rs 2 milliards. Lors de sa visite, le ministre Anil Baichoo a constaté que

de nombreux équipements et salles d'opération restent inutilisables ou en phase de mise en service. Ce retard et le manque de médecins spécialisés compromettent l'accès aux soins des patients. Cette inefficacité reflète la politique de l'ancien régime, mettant ainsi en péril la santé publique.

Photo du jour**Effort collectif**

À Port-Louis, les opérations de nettoyage des drains battent leur plein. Cette initiative proactive prépare la capitale aux défis climatiques et à la saison des pluies, après une décennie d'inertie et de gaspillage de fonds publics



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité
et seront publiées dans le journal ou
sur notre site web.

Whatsapp Info**5 255 3635**SUNDAY
TIMES

14^e mois

Une promesse centrale face à des défis multiples

Le gouvernement de l'Alliance du Changement, dirigé par le Premier ministre Navin Ramgoolam, s'est engagé à concrétiser rapidement le paiement du 14^e mois. Cette mesure phare, promise lors de la campagne électorale, vise à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités dans un contexte de hausse des prix et de difficultés économiques. Cependant, sa mise en œuvre se heurte à de nombreux défis économiques, juridiques et logistiques.

Afin de respecter cette promesse, des consultations intensives sont en cours entre techniciens, partenaires sociaux et représentants du secteur privé. Le gouvernement cherche à définir les contours d'une mise en œuvre réaliste et efficace. Ces discussions sont cruciales pour garantir que cette mesure réponde aux besoins des travailleurs sans entraîner de conséquences financières trop lourdes pour l'État et les entreprises.

Les défis juridiques

La mise en place du 14^e mois, selon son statut, pourrait nécessiter un amendement législatif pour en garantir l'application obligatoire. Sans cette modification, les entreprises ne seraient pas tenues de respecter cette mesure, créant ainsi un risque d'inégalité d'application. L'Attorney General, Gavin Glover, a confirmé que cette question figure parmi les priorités et qu'une nouvelle législation sera préparée dans les plus brefs délais. Cependant, ce processus est complexe. Des précédents, comme les débats autour de la relativité salariale, ont montré que des retards et des imprécisions dans les textes peuvent entraîner des blocages juridiques. À titre d'exemple, *Business Mauritius* a contesté certaines régulations salariales devant la Cour suprême, soulevant des interrogations sur les pouvoirs du ministre du Travail selon l'*Employment Relations Act*.

Par ailleurs, la question du 14^e mois pour les retraités, notamment les bénéficiaires de la *Basic Retirement Pension* (BRP), constitue également un défi majeur. Ces retraités, nombreux à vivre dans des conditions précaires, attendent ce versement avec impatience. Le financement de ce 14^e mois, estimé à Rs 4,9 milliards, représente un véritable défi budgétaire, mais a été confirmé par Kugan Parapen, *Junior Minister* de la Sécurité sociale.

Takesh Luckho :

« Cette allocation exceptionnelle est une réponse à la flambée des prix et aux sacrifices des citoyens »

Takesh Luckho, économiste, explique que « le paiement du 14^e mois est actuellement en discussion pour plusieurs raisons économiques,

juridiques, politiques et sociales. Plusieurs obstacles retardent l'implémentation de cette mesure. »

Il rappelle toutefois que Navin Ramgoolam, Paul Bérenger, Ashok Subron, ainsi que l'actuel ministre du Travail, Reza Uteem, ont publiquement affirmé que le 14^e mois serait payé, et qu'aujourd'hui, la question est de savoir comment ce paiement sera effectué et sous quelle forme. « Il faut distinguer le 14^e mois versé par certaines grandes entreprises — comme celles des secteurs bancaire, financier, hôtelier, et des assurances — qui disposent de revenus élevés et réalisent des performances



très satisfaisantes. Dans ces entreprises, le 14^e mois est un bonus de performance habituel, parfois même accompagné d'un 15^e mois », précise-t-il.

Selon ses dires, le 14^e mois annoncé pendant la campagne électorale, notamment par le leader du Parti travailliste, est plutôt une allocation exceptionnelle, une '*Cost of Living Allowance*', destinée à rétablir le pouvoir d'achat des citoyens et à récompenser leurs sacrifices face à la situation actuelle. Selon lui, ces problèmes ont résulté des mauvaises décisions monétaires et fiscales du régime précédent, ayant causé la dévaluation de la roupie et une hausse des prix.

« Cette allocation exceptionnelle, prévue uniquement pour 2024, devrait coûter entre 16 et 18 milliards de roupies à l'économie, dont environ 14 milliards pour le secteur privé. C'est là que réside le principal problème. Les petites et moyennes entreprises (PME), déjà fragilisées par l'augmentation du salaire minimum et le réajustement salarial, disposent d'un délai très court pour trouver les fonds nécessaires. Le gouvernement devra donc intervenir pour financer environ 10 milliards de roupies afin de soutenir ces entreprises », soutient Takesh Luckho.

De plus, dit-il, la compensation salariale réclamée par les syndicats complique la situation, nécessitant une formule qui prenne en compte l'ensemble de ces éléments. « Juridiquement, si le 14^e mois est présenté comme une allocation, il ne sera pas nécessaire de modifier la loi. Cependant, si ce paiement prend la forme d'un salaire additionnel, des amendements à la *Workers' Rights Act* seront indispensables », conclut-il.



Takesh Luckho

BoM : Stabilisation et rigueur budgétaire

Selon Takesh Luckho, un audit financier et comptable est actuellement en cours pour évaluer les disparités entre les chiffres de la Banque de Maurice (BoM) et ceux publiés par Statistics Mauritius. « La priorité des priorités est de stabiliser la roupie mauricienne et d'empêcher qu'elle continue de se déprécier. Pour cela, il faut consolider les réserves de devises étrangères du pays », souligne-t-il.

Il insiste également sur l'importance d'éviter les ponctions dans les réserves de la BoM, une pratique qui a causé d'importants dégâts par le passé. « Les nouvelles têtes pensantes de la BoM sont conscientes de l'ampleur des conséquences et devraient donc s'abstenir d'utiliser l'argent monétaire à des fins de dépenses fiscales », ajoute Takesh Luckho.

MIC : Transparence et restructuration nécessaires

En ce qui concerne la *Mauritius Investment Corporation* (MIC), il plaide pour un retrait immédiat de la Banque de Maurice comme actionnaire, en suivant les recommandations d'institutions internationales comme le FMI et Moody's. « La MIC, en étant une entité de la BoM, donne l'impression que les fonds monétaires sont utilisés à des fins fiscales. Il est urgent de transformer la MIC en une entité semi-publique ou privée, avec le gouvernement comme actionnaire principal et un conseil d'administration indépendant », préconise l'économiste.

Il appelle aussi à un audit approfondi pour déterminer l'usage des fonds, identifier les bénéficiaires et évaluer les conditions de remboursement. « Les entreprises qui ont bénéficié de ces prêts étaient en difficulté en 2021. Aujourd'hui, la plupart enregistrent des milliards de profits. Il est donc nécessaire de revoir les conditions de paiement », conclut Takesh Luckho.

Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourism Operators' (ATO)

« Les PME doivent pouvoir participer aux prises de décisions importantes »

Dans cet entretien, Ajay Jhurry, président de l'Association of Tourism Operators (ATO), appelle à une refonte du secteur touristique mauricien. Il souligne l'importance d'impliquer davantage les PME dans les décisions clés et de diversifier l'offre touristique pour améliorer la compétitivité de l'île. Selon lui, le secteur doit devenir plus inclusif et résilient face aux défis économiques et à la concurrence internationale.



Q : Vous disiez auparavant que le secteur touristique souffre d'un manque de vision. Quelles sont vos attentes maintenant qu'il y a un nouveau gouvernement en place ?

Le tourisme est l'un des plus anciens secteurs de notre économie. Il a connu, depuis ces 50 dernières années, une transformation statique tout en se promouvant davantage comme une industrie hôtelière. Raison pour laquelle le remplissage des hôtels reste prioritaire. Malgré le fait que l'objectif principal reste le développement socio-économique, le mode opératoire est paradoxal puisqu'il a rendu, dans le temps, le secteur non résilient. La situation post-Covid-19 résume ce manque de résilience. Ce qui fait que même les grands opérateurs du secteur ont dû avoir recours à des fonds de l'État pour pouvoir se remettre sur pied. Qu'en est-il alors des PME du secteur ? Nous avons échoué à progresser vers une vision durable fondée sur une politique de démocratisation de notre économie au cours des dix dernières années. Les priorités se sont limitées à nos arrivées touristiques et aux devises. La question relevant d'une distribution équitable de la richesse est donc restée sans intérêt.

Le résultat des dernières élections est révélateur des attentes du peuple. Le gouvernement n'a donc pas le droit à l'erreur. Il nous faut plus que jamais avoir une industrie touristique qui est inclusive et résiliente. Nous devons ainsi changer de mode opératoire. Les PME, qui sont les actrices principales dans cette bataille, doivent pouvoir participer aux prises de décisions importantes, que ce soit au niveau d'Air Mauritius pour la politique commerciale et l'allocation des sièges, de l'office du tourisme concernant la promotion de la destination, de la *Tourism Authority* concernant le framework légal et le *Tourism Employees Welfare Fund* (TEWF) dans l'intérêt des employés. Une fois cette représentation établie, un état des lieux s'impose avant l'élaboration d'une stratégie visant à définir notre objectif à court, moyen et long terme. Un suivi régulier reste crucial afin de s'assurer qu'on soit sur la bonne voie.

Q : Comment peut-on redynamiser et relancer ce secteur pour qu'il soit plus compétitif, surtout par rapport aux autres destinations très prisées comme les Maldives ?

En tant que destination, nous avons l'avantage d'être un produit à part entière. Ainsi, je ne

considère pas les Maldives ou la Réunion comme étant une concurrence directe. La compétitivité reste un défi entre les grands hôtels, si on prend les Maldives comme benchmark. Malgré cela, les hôtels ont connu un bon taux de remplissage en moyenne, donc je ne crois pas que les Maldives soient un concurrent dans ce sens. Si elles le sont, c'est parce que nous ne nous valorisons pas suffisamment, compte tenu des produits que nous avons.

Notre handicap reste notre positionnement géographique avec plus de 10 heures de vol de nos marchés principaux. D'autant que nous ne jouissons pas des mêmes facilités que l'île de la Réunion, qui fait partie de l'État français. Le prix du billet reste cher, au détriment des petits et moyens opérateurs. Nous avons également une urgence de passer d'une industrie hôtelière à une industrie touristique, avec le sens de l'hospitalité et de l'authenticité. La compétition ne se résume pas uniquement aux prix. Nous avons tout ce qu'il faut en termes de produits pour créer un *competitive edge*. Nous proposons des forfaits abordables, qui ne sont pas suffisamment valorisés.

Q : Nos offres se limitent toujours au sea, sun and sand. Ne doivent-elles pas être revues et diversifiées pour attirer d'autres catégories de visiteurs que des honeymooners ou des retraités ?

Toute cette question se résume à la vision qu'on a pour ce secteur. Nous devons concevoir un plan et une stratégie, selon nos priorités. Maurice est un combiné des Maldives et de la Réunion. Nous disposons d'un éventail de produits de vacances qui va au-delà du mythe soleil, sable et mer. Le segment des *Senior Citizens* en est un, et nous en avons tant d'autres, comme l'écotourisme, entre autres.

Q : On se cantonne souvent au nombre d'arrivées touristiques. Or, n'y a-t-il pas une urgence à revoir cette stratégie afin de privilégier la qualité plutôt que la quantité ?

Nous avons ce qu'on appelle l'offre, soit les produits et la capacité, et la demande. Je ne crois pas qu'il y ait eu des concessions au niveau de la quantité au détriment de la qualité. Nous sommes très loin de l'exemple des destinations de masse. La plus grande urgence concerne la distribution de la richesse qui survient surtout lorsqu'il y a des contributions de l'État.

Q : Et quid de la résilience du secteur touristique ?

La résilience de cette industrie est une question de relativité. La fragilité de notre industrie peut prendre n'importe quelle forme et nous avons tous intérêt à avoir un plan B, voire un plan C. Sur le plan international, la diversification de nos marchés reste une priorité permanente. Il nous faut développer davantage de partenariat avec des compagnies aériennes afin d'améliorer notre accessibilité. La résilience dépendra aussi de certaines décisions importantes au niveau de nos lois sous la *Tourism Authority* (TA) et de la NTLA.

Q : Un autre problème croissant auquel fait face le tourisme est sans doute le manque de main-d'œuvre. Comment peut-on le résoudre ?

Le manque de main-d'œuvre est un véritable chaos, surtout lorsque l'éclat de cette industrie hôtelière dépend de nos ressources humaines locales. Nous avons, encore une fois, une urgence à préparer l'avenir dans cette industrie. Nous devons, d'une part, établir nos besoins en termes de ressources humaines, et, d'autre part, définir la formation requise pour résoudre le problème.

Q : Quel est le rôle de la MTPA dans tout cela ?

Le rôle de la MTPA dépendra de la vision de l'État et de celui qui sera appelé à la diriger pour l'implémentation de cette vision gouvernementale. Le gouvernement a aujourd'hui le pouvoir d'apporter les changements nécessaires en termes de lois, s'il le faut, afin d'aplanir tous les obstacles en vue de permettre à la MTPA de mener à bien sa mission. Ce qui est sûr, c'est que la MTPA ne devra plus se contenter de se focaliser sur l'objectif des arrivées touristiques.

Q : Pensez-vous avoir une rencontre avec le nouveau ministre du Tourisme pour lui faire part de vos préoccupations et suggestions ?

J'attends de pouvoir rencontrer le ministre du Tourisme très prochainement et de lui faire parvenir les propositions de l'ATO dans l'intérêt de l'industrie.

Dysfonctionnements à la SENA

Une énième institution en quête de transparence

Alors que le nouveau gouvernement est résolu à mettre de l'ordre au sein des institutions, certaines sources attirent son attention sur des mauvaises pratiques ayant perduré sous l'ancien gouvernement, plus particulièrement au sein de la 'Special Education Needs Authority' (SENA). Créée en 2018 en tant qu'organisme statutaire chargé de superviser et de réguler le secteur de l'éducation spécialisée à Maurice, son objectif principal était de garantir que les enfants en situation de handicap et ayant des besoins éducatifs particuliers aient un accès équitable à une éducation de qualité et un développement holistique. Toutefois, suite au récent changement de gouvernement, les langues commencent à se délier et il se pourrait que la réalité soit tout autre.

En effet, la précédente nomination de certains cadres ainsi que le fonctionnement de la SENA sont pointés du doigt par des employés. Des pratiques de recrutement et de promotion soulèvent des interrogations, certains accusant l'organisation de ne pas toujours privilégier des critères purement professionnels. Tout d'abord, le directeur, ancien conseiller de l'ex-ministre de l'Éducation, nommé pour une durée de deux ans, aurait été confirmé de façon permanente au bout de quelques mois seulement. Son salaire serait ainsi passé de Rs 62 000 à Rs à 100 000, excluant les autres privilèges. Ses détracteurs ne manquent pas de souligner que son nom apparaît par ailleurs dans les 'Kistnen Papers'.

Les irrégularités ne s'arrêteraient pas là. Un nombre important de recrutements aurait eu lieu au cours des deux dernières années, avec notamment l'embauche d'assistants et d'enseignants ne possédant pas les qualifications requises. Des sources internes révèlent que certaines nominations ont été effectuées sans aucun appel à candidatures ou de procédures de sélection transparente, ce qui suscite des préoccupations sur l'équité du processus. En outre, les témoignages font état de nombreux transferts de personnel sans considération pour le bien-être des enfants en situation de handicap. Selon une source, un élève autiste aurait même été privé de son assistant avant ses examens, une situation inacceptable qui aurait pu avoir un impact désastreux sur sa performance.



Une utilisation des ressources à clarifier

Les ressources publiques allouées à la SENA sont essentielles pour soutenir les enfants en situation de handicap. Cependant, des préoccupations émergent quant à leur utilisation. Des sources internes allèguent que certains fonds auraient été alloués à des formations et des déplacements à l'étranger, notamment pour le directeur et une partie de l'équipe. Ces dépenses suscitent des interrogations quant à leur impact direct sur les bénéficiaires.

Une augmentation des effectifs administratifs a aussi été notée ces dernières années, au détriment des postes directement impliqués dans l'accompagnement des enfants. Ce déséquilibre pourrait expliquer les retards dans l'affectation de personnel qualifié et les changements fréquents dans les accompagnateurs scolaires, qui perturbent la continuité de leur prise en charge. Ces problèmes de gestion interne sont exacerbés par l'absence de suivi systématique pour évaluer l'efficacité des programmes mis en œuvre.

En outre, certains élèves, notamment ceux scolarisés dans des institutions privées, ne bénéficient pas toujours des services d'assistants et d'enseignants spécialisés, ce qui remet en cause l'égalité des chances et traduit un soutien encore insuffisant à leur égard. Ces obstacles, combinés à une communication inefficace entre la SENA et les institutions concernées, freinent les progrès en matière d'inclusion éducative.

Changement de leadership et renouveau

Avec un changement de leadership et un regain d'attention sur la gestion des institutions publiques, la SENA a l'occasion de regagner la confiance des familles et des partenaires. Une meilleure transparence dans la gestion des fonds, des recrutements plus équitables, et des audits réguliers pourraient constituer des étapes cruciales pour renforcer son rôle essentiel dans l'inclusion des enfants ayant des besoins éducatifs particuliers.

Pour répondre à ces défis, il est essentiel que la SENA reste fidèle à sa mission : garantir que chaque enfant avec des besoins spéciaux bénéficie d'un environnement éducatif adapté et inclusif. Les opportunités de redressement existent, et une gouvernance renouvelée pourrait transformer cette institution en un véritable modèle d'excellence.

NOTICE UNDER CADASTRAL ACT
OF THE LAND SURVEYORS ACT 2012

Notice is hereby given that I, M. IRSAAD NUCKCHADY, Land Surveyor, at the request of Mr. & Mrs. Idris Moosafeer, will survey a portion of land of extent of 3039.02m² belonging to Mr. & Mrs. Idris Moosafeer by virtue of a deed transcribed in TV 202410 No. 001790 situate in the district of Pamplemousses, at Calebasses, Khoyratty.

The said survey will start on **Wednesday 18th December 2024** as from 10hrs00 and will continue on the following days if need be.

The owners of the adjoining properties are requested to be present at the said survey on the aforesaid day and hour and to bring along with them all title deeds, plans and whatever like documents concerning their properties so as to enable me to establish correctly the limits separating the aforesaid portion of land from the adjoining properties.

Under all legal reservations

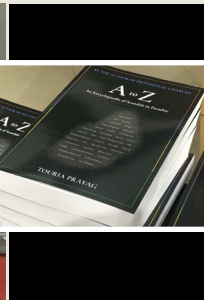
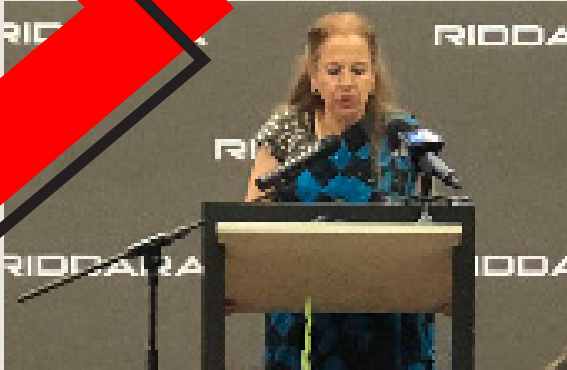
Dated at Port-Louis, this 4th December 2024

(sd) M. IRSAAD NUCKCHADY
LAND SURVEYOR

Of 4, Sir Virgile Naz Street, Port-Louis

Lancement du dernier livre de Touria Prayag

Un récit sans concession des dérives politiques de ces 10 dernières années



Le vendredi 30 novembre 2024, Touria Prayag, figure emblématique et respectée du journalisme mauricien, a lancé son dernier ouvrage, «A to Z: An Encyclopedia of Scandals in Paradise», lors d'une cérémonie qui a eu lieu à l'Audi Zentrum, à Réduit. L'événement, qui s'est tenu devant un parterre de personnalités prestigieuses, a réuni le Premier Ministre Navin Ramgoolam, le Gouverneur de la Banque de Maurice Rama Sithanen, et l'ancien Président de la République Cassam Uteem, entre autres.

Avec la contribution précieuse de nombreux collaborateurs – écrivains, journalistes, avocats et bien d'autres, ce livre propose une plongée sans précédent dans les scandales qui ont ébranlé l'île Maurice sous le régime de Pravind Jugnauth. La soirée a permis aux différents contributeurs de partager leurs perspectives et leurs insights sur les événements analysés dans l'ouvrage. Dans un geste empreint de symbolisme, l'auteure a personnellement remis un exemplaire du livre au Premier Ministre, Navin Ramgoolam, soulignant ainsi la dimension civique et démocratique de son travail.

Ce nouvel opus s'inscrit dans la continuité des précédents travaux de l'auteure, faisant suite à «Provisional Charges: The Untold Human Stories» et «#BLD: When Mauritius Lost Its Bedside Manners». Avec «A to Z», Touria Prayag



poursuit son mission de documentation et de révélation des dysfonctionnements politiques, offrant aux lecteurs un regard critique et documenté sur une période complexe de l'histoire mauricienne.

Au-delà d'un simple livre, «A to Z: An Encyclopedia of Scandals in Paradise» se veut un document historique, un témoignage vivant des défis démocratiques traversés par Maurice. Il offre aux lecteurs, aux historiens et aux chercheurs un regard critique, documenté et sans concession sur une période complexe et tumultueuse de l'histoire mauricienne.

« Il fallait vraiment écrire, documenter ces scandales, pour que l'on puisse un jour relire ce qui est arrivé et se dire : plus jamais ça ! J'espère en tout cas que l'on aura plus jamais à écrire un livre de ce genre, car ça a été déprimant. Plus on écrivait, plus on essayait de trouver l'information, plus c'était déprimant,



parce que c'est des choses qu'on croyait qu'on allait vivre pendant pas mal de temps. Aujourd'hui, on s'est affranchi de cette peur et on peut prendre du recul en relisant le livre », a déclaré l'auteure.

Comme l'a souligné Cassam Uteem, ancien président de la République : « Ce livre est un réquisitoire accablant contre les coupables de l'ultime décadence d'une société qui se targuait autrefois d'être une démocratie pleinement fonctionnelle. »

Les co-auteurs incluent des experts dans leur domaine respectif tels que Manou Bhenick, Emmanuel Blackburn, Vinod Boolell, Satyajit Boolell SC, Harish Chundensing, Jean Claude de l'Estrac, Reshma Gulbul-Nathoo, Rajeev Hasnah, Milan JN Meetarbhan, Zahirah Radha et Kris M. Valaydon

Democracy Watch Mauritius

New Government: three courses of action

Last week just after the election results, we saw THREE COURSES of actions to be taken by the new Government of Change, to precisely make Mauritius a place "où il fait bon vivre".

1. Recognise, accept and therefore continue to support positive actions taken by the previous Government of 2019-24, in infrastructure, health, social services, housing, tourism etc. Just take one example to illustrate: the building and operation of Mediclinics in different parts of the island. A policy of dropping/neglecting or even downright cancelling good infrastructures, programmes, systems set up (with our money!) during the past 10 years would be both wasteful and a loss for the country.
2. Correct negative, partial decisions and noubannism actions by previous Government, a process already started with changes at the head of the Police, MBC, Central Bank, Secretary to Cabinet, Attorney General and others, with as motto "the best person in the right place" (dixit Navin Ramgoolam). Action has already started in earnest with the reversal and restitution of the MTC 'stolen' (using legal on paper bodies specially set up for the purpose) by the last Government in favour of one of its pals.
3. Implementation, from now and over the next 5 years of the very good programme of Alliance du Changement as fully approved by the population. In particular meritocracy, combat drug trade and abuse, cost of living, food and energy self-sufficiency etc.

Time to take stock and act

As soon as the new Prime Minister was sworn in, he informed the press that, in view of the precarious state of affairs in most of our institutions, he was ordering a thorough audit by independent teams of professionals in different fields.

A similar statement was made by the newly appointed governor of the Bank of Mauritius on the first day he assumed office. He expressed his deep anxiety at the way the BOM was run by his predecessor who followed blindly the instructions of the former Minister of Finance, thus undermining the credibility of BOM as an independent regulatory body on monetary issues.

When the Cabinet Ministers were sworn in last week, they all repeated the same mantra. They all undertook to carry out diligently the audit of their ministries, departments and parastatal bodies falling under their control and publish the findings.

What would the entire audit and stock taking exercise reveal?

We already have an inkling from the numerous anonymous letters by insiders who waited for the outcome of the general election

to denounce the crooks and other offenders. This means that many employees, alarmed by the dwindling level of governance in their organisations, started establishing a list on the malpractices during the past years. They remained silent for fear of retaliation, blacklisting and even harassment by the Police. Those who dared to publish their woes were subjected to all kinds of pressures. The case of Mr G. Sanspeur, a former Chief Executive of the Mauritius Economic Development Board, is a case in point.



By voting for a clean sweep, the population has sent a strong and clear message to the new government: It is your duty to ensure that we do not repeat mistakes of the past. You must initiate a powerful programme of institutional reforms. You have a mandate to amend the Constitution to reflect the long-awaited reforms in various fields, including the electoral system, the financing of political parties, the restriction of Prime minister's mandate to two terms, law and order and environmental concerns

Democracy Watch understands the aspirations of the population and hopes that the upcoming Government Programme and its effective implementation will bring relief, satisfaction and progress in all sectors.

Dans quelle mesure sommes-nous meurtriers de Kathalea Gaspard ?

Texte : *Adieu Innocence ! Émouvantes funérailles de Kathalea Gaspard (L'Express du 2.12.2024)*

Commentaire de Democracy Watch : Au-delà de toute émotion, et bien que celle-ci soit sincère, il est avant tout nécessaire d'ambitionner l'efficacité requise pour éviter qu'un crime aussi intolérable ne se reproduise, en raison de nos réactions souvent aussi stériles que spectaculaires. Il s'impose, dans les plus brefs délais, un examen psychiatrique du meurtrier présumé, mais reconnu comme tel, s'il est avéré qu'il ait avoué son geste. Et ce, autant pour lui que pour notre gouverne. À partir de ses explications, obtenues dans des conditions scientifiques idéales pour garantir un maximum de crédibilité, nous pourrions avoir une idée plus précise de ce qui peut se passer dans le cerveau mauricien, exposé à un tel concours de circonstances, se terminant en une atroce tragédie pour l'infortunée enfant. N'anticipons pas les recommandations possibles de cet exercice. N'y voyons aucune velléité d'innocenter Alain Ramborough, ni de l'infantiliser. Son sort relève désormais de notre Justice, s'il est avéré qu'il ait reconnu son forfait. Laissons-la suivre son cours, hélas trop lentement, en dépit du potentiel pédagogique ainsi gaspillé. S'il est reconnu coupable, il devra assumer les conséquences de son acte.

En revanche, un examen psychiatrique, et donc scientifique, mené par quelques professionnels mais pouvant être suivi, avec les réserves d'usage, par d'autres pairs concernés et intéressés, suivi d'un rapport, même intérimaire et annoté de manière contradictoire, rendu public dans une quinzaine de jours (et donc avant Noël), permettrait ainsi à notre société, mais plus particulièrement à ses institutions officielles, officieuses, publiques ou privées, plus ou moins concernées par la protection la plus efficace de l'enfant mauricien, ainsi qu'à chaque membre de notre société, de vérifier si, d'une manière ou d'une autre, nous aurions pu fauter dans le martyre imposé à Kathalea Gaspard.

Parmi ces forces vives précitées, il y a chaque famille, même décomposée, représentée par son chef et sa cheffe. Il y a la communauté religieuse à laquelle nous appartenons. Il y a l'école, de la maternelle à l'université, chargée de transformer chaque élève en citoyen responsable et bienfaiteur. Il y a les entreprises et les employeurs, accaparant une partie appréciable de ses responsables familiaux. Il y a les institutions privées, mais aussi publiques, responsables de la bonne gouvernance de toutes nos familles et de leurs enfants. Il y a, plus spécifiquement, les départements gouvernementaux de la justice, de la police, des prisons, des collectivités locales, ainsi que les ministères de la Famille et des enfants, de l'Éducation, de la Sécurité sociale, sans oublier le Premier ministre.

Si ce dernier prend vraiment la peine de chercher les coupables de pareille atrocité et de les sanctionner proportionnellement, nous vous garantissons que plus d'un accordera désormais un surcroît d'attention à ses responsabilités professionnelles dûment rémunérées, souvent par l'argent des contribuables. Si rien n'est fait, nous retomberons tous dans notre indifférence criminelle, en attendant les prochaines Kathalea Gaspard.

Democracy Watch propose une journée nationale de réflexion et d'engagements futurs, garantissant une meilleure protection de l'enfant mauricien. Parmi les options, par exemple, le 28 décembre 2024, fête chrétienne des Saints Innocents, massacrés par le tyrannique roi Hérode, voulant tuer dans l'œuf le christianisme naissant. Si cela n'est pas possible, choisissons une autre date, mais avant la Saint-Sylvestre. Prenons une ou deux heures, ce jour-là, pour réfléchir, ensemble ou individuellement, à partir des données du rapport psychiatrique précité. Posons-nous surtout cette question : Dans quelle mesure ai-je fauté parce que je n'ai rien fait, à ce jour, pour que l'enfant mauricien soit mieux protégé par notre société, tellement permissive ? Déjà, ce soir, une radio privée a initié un débat en profondeur sur le thème de la protection des enfants

■ DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

RAJPUT UPRISING

Bharati Street, Cottage

Open letter

Open letter to our dear Hon. Prime minister Dr Navinchandra Ramgoolam

Houses for Young Medium-class working singles and couples

No w a d a y s , thousands of young medium-class working boys and girls and couples are not easily able to meet two ends at end of month to live decent lives; more so, it has become practically impossible for them to buy a plot of land to construct their dream homes. These persons are left with no other alternative than to contract loans by millions from banks at higher rates firstly to buy a piece of land at extremely higher prices and then to construct their individual homes of their choice. As a result, they are unfortunately indebted towards those financial institutions for rest of life. Many unmarried young boys and girls do not even dare to get married so long as they are not well established in their homes. The government naturally has an obligation towards these persons and our dear Hon. Prime Minister is fully aware of same.

For many years, all governments in place have always constructed low-cost housing for vulnerable families. It is high time now this new government must come forward fast and invest in the construction of individual homes with all amenities for these young people

who are struggling hard to acquire a decent home for their families. In order to realize this laudable scheme, the government, under the direct supervision of the Prime Minister's Office, must immediately:

- Carry out a survey to find out how many young people wish to obtain such a house. In this objective, Prime Minister's office will launch appeal via newspapers and the MBC/TV calling for submission of applications for such housing scheme within a given timeframe
- Each home to be constructed on 8 perch of land comprising of a ground and first floor
- Ground floor with kitchen, dining room, washroom, TV room, one bed room 12x12ft and car park
- First floor comprising of a prayer room, a sitting corner and two bed rooms 12x12ft each
- Even if the price of the house may logically be somewhat expensive, these young persons may be called in to pay an initial deposit of Rs 50,000 during application process followed by a reasonable monthly payment according to their monthly salaries extended up to 30 years

(f) A well-organized Nurserie/Garderie may be constructed in each site with facilities so that these young couples could be able to procreate and keep their babies and children there between 7.30am to 5.30pm on week days while they are at work. Well trained women may be recruited to look after these kids during weekdays.

(g) Similar housing projects may be initiated at several sites at the same time all around Mauritius so that, in the first instance, more and more young medium-class working people (at least 8,000) may benefit from the scheme, as a priority, within the next coming year.

(h) Once the list is completed, same to be handed over to Ministry of housing and lands for immediate implementation of the scheme.

We are convinced that our dear Hon. Prime Minister will not remain insensible towards these young persons and will certainly come forward to assist them in their quest for a decent house soon.

Kind regards

Suttiadev Nuckchadee
President

Pétition internationale pour la grâce présidentielle du Dr Aafia Siddiqui

L'ONG internationale *Cage* mise sur la possibilité d'obtenir la grâce présidentielle en faveur de la Dr Aafia Siddiqui, neuroscientifique pakistanaise condamnée à 86 ans de prison au Texas, et détenue dans des conditions atroces depuis plus de 20 ans. Cette initiative vise à convaincre le président Joe Biden de poursuivre la tradition qui veut qu'un président sortant accorde sa grâce à des prisonniers à l'occasion de Noël.

Pour atteindre cet objectif, *Cage* a lancé une pétition internationale en ligne et espère recueillir un million de signatures. Le nombre de pétitionnaires s'élève, jusqu'ici, à plus de 400 000.

A Maurice, une nouvelle organisation militante, le groupe d'action *Le Flambeau, Flag*, a répondu à l'appel de *Cage* en vue de sensibiliser les Mauriciens à signer cette pétition. Un Comité de soutien à Aafia Siddiqui, coordonné par Mosadeq Sahebudin, a été mis sur pied en vue de mener une campagne de sensibilisation auprès des Mauriciens. Ce Comité qui comprend, entre autres, Masrud Richard et Safiyyah Edo, a initié des consultations avec des organisations féminines, dont le *Mouvement Libération Femme*, le *Muslim Ladies Council* et le *Cercle des Dames Mourides*.

En parallèle, *Flag* a lancé une campagne de sensibilisation à travers des banderoles et des affichettes portant un QR Code

permettant d'accéder directement à la pétition. De plus, ces affichettes ont été envoyées à toutes les mosquées accompagnées d'une proposition de sermon pour ce vendredi. Elles permettront ainsi aux fidèles de signer la pétition en ligne. *Flag* espère ainsi recueillir environ 15 000 signatures.

Née en mars 1972, Aafia est une brillante intellectuelle. Mère de trois enfants, elle détient un doctorat en éducation. Elle est une neuro-scientiste, travaillant dans le domaine de l'enfance. Au terme d'une série d'injustices les unes les plus criantes que les autres, et des violations de ses droits les plus basiques, elle est devenue 'la Musulmane la plus opprimée du monde'.

Il faut savoir que le kidnapping d'Aafia, probablement avec la complicité de l'armée pakistanaise, faisait partie d'une collaboration infecte entre le gouvernement pakistanais, dirigé alors par Parvez Musharraf, et les Etats Unis, dans le sillage de la *War on terror*, déclenchée par Bush Jr, pour se venger de l'attentat contre le *World Trade Centre* en septembre 2001. Le complot consistait, pour Musharraf, de participer activement au programme de Bush pour remettre ses propres concitoyens, dont Muazzam Beg et Aafia



Siddiqui, parmi d'autres, contre paiement.

En mars 2003, Aafia est kidnappée en pleine rue, à Karachi, avec ses trois enfants. Transférée en Afghanistan, elle est torturée dans les sinistres geôles de Bagram sous la supervision des agents secrets américains. Libérée après cinq ans, faute de preuves, elle est de nouveau arrêtée en juillet

2008 pour avoir supposément tiré sur des marines. Au terme d'un procès obscur et subjectif à New York, elle est condamnée à 86 ans de prison en septembre 2010.

Flag estime que le calvaire d'Aafia n'a que trop duré. Un Comité de soutien à Aafia Siddiqui est mis en place. Ce comité de soutien sollicite l'engagement de tous en vue de signer la pétition initiée par *Cage International*.

Un appel a aussi été lancé aux Imams et aux Khateeb afin qu'ils consacrent leur prochain sermon à ce sujet.

Voici le lien pour signer la pétition : <https://www.change.org/p/free-dr-aafia-siddiqui-a-call-for-justice-and-clemency>.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

KHUTBAH

La Réflexion du vendredi

Jeunes Musulmans, relevons ensemble les défis

Louanges à Allah et Salutations au Prophète Muhammad (saw).

« Ô vous qui croyez ! Entrez parfaitement dans l'islam, et ne suivez point les pas de Shaitan, car il est certes pour vous un ennemi déclaré. » Surah Baqara (2) verset 208

Vous avez certainement mérité vos vacances, mais sachez que Shaitan n'est jamais en vacances, d'où la nécessité de rester vigilants. Il faut, cependant, profiter de ces périodes de loisir pour améliorer notre *taqwa*, nous approcher d'Allah (swt).

Afin de mieux comprendre l'importance que l'Islam accorde à la jeunesse, relevons deux épisodes dans la vie du Prophète Muhammad (saw).

La premier concerne la responsabilité que Muhammad (saw) avait confié à Mu'sab ibn Umayr, un jeune de 18ans, qui avait, à Makkah, les yeux de la société braqués sur lui, tellement il était favorisé avant son arrivée à l'Islam. Après le deuxième accord d'Aqaba, où quelque 80 Médinois avaient juré l'allégeance au Prophète Muhammad (saw), celui-ci décidait de dépêcher Mu'sab à Madina, appelé alors Yathrib, pour y apporter le message de l'Islam. Il fut ainsi le premier ambassadeur de l'Islam, à 18 ans.

Le deuxième incident concerne le choix, par Muhammad (saw), d'un jeune, Usaama, pour diriger une expédition militaire. Au sein de cette armée, ne se trouvait nul autre que le valeureux combattant qu'était Umar ibn al Khattab (ra). Le fait que le Prophète (saw) ait confié à Usaama la responsabilité de cette expédition est une preuve de la confiance que faisait Muhammad (saw) aux jeunes. Alors qu'Abu Bakr (ra), alors Khalifah, accompagnait l'armée jusqu'aux portes de la ville, c'est à Usaama que le calife demandait la permission pour retenir Umar auprès de lui pour l'épauler dans sa tâche.

Revenons au verset 208 de la surah Al Baqara :

« Ô vous qui croyez ! Entrez parfaitement dans l'islam, et ne suivez point les pas de Shaitaan, car il est certes pour vous un ennemi déclaré. » Surah Baqara (2) verset 208

Dans ce verset, Allah (swt) nous invite à faire face au défi de vivre l'Islam dans son intégralité, soit de vérifier la validité de toute action ou de tout comportement, pour ne pas lui déplaire. Nous devons nous protéger des concepts *kufri*, tels que la laïcité, la démocratie ou le nationalisme qui ont envahi notre *deen*.

Car, Allah (swt) nous met en garde contre la tentation d'être sélectif dans notre action ou notre comportement.

« Croyez-vous en une partie du Livre et rejetez-vous le reste? Quelle est donc la récompense de

ceux d'entre vous qui agissent de la sorte, sinon l'ignominie dans cette vie, et au Jour de la Résurrection, ils seront voués au plus dur châtement. Et Allah n'est pas inattentif à ce que vous faites. » Surah Al Baqara (2) verset 85

Cultivons la pensée critique

S'il existe un comportement essentiel auquel nous devons nous atteler consciencieusement à cultiver, c'est bien la pensée critique.

Il existe dans le Qur'an, des dizaines de versets où Allah (swt) fait appel à notre réflexion, nous interpelle quant à notre capacité de jugement, ou encore à notre raisonnement, voire notre intelligence. La pensée critique se définit par la faculté de raisonner autrement, d'adopter une attitude critique. Elle est aussi la faculté de penser d'une façon objective, d'une façon différente et détachée. C'est en adoptant cette attitude que nous pourrions prétendre devenir des témoins pour l'humanité.

Prenons l'exemple d'une colonie de fourmis. Celle-ci nous démontre une remarquable organisation, créée par Allah (swt) pour nous enseigner et nous éduquer. La colonie survit grâce à ses qualités organisationnelles et sa discipline. La colonie dépend cependant d'une caractéristique qui devait nous fasciner et nous éduquer. Sa survie dépend aussi de quelques individus explorateurs qui, délaissent leurs camarades à la recherche d'autres sources de nourriture. Sans ces explorateurs, ces chercheurs, la source de nourriture sera vite épuisée et ainsi entraîner la famine et la disparition de la colonie. Le penseur critique est comparable à ces explorateurs.

Lisons le Qur'an

Autre élément indispensable dans la formation du Musulman : la lecture régulière du Qur'an. Quel que soit le jugement que l'on porte sur l'abandon de la lecture par les jeunes, la réalité est que les Musulmans sont attachés au Qur'an. Nous devons ainsi profiter de nos vacances pour nous adonner à la lecture du Qur'an, que ce soit pour cinq minutes par jour. Même si nous n'en comprenons pas le sens, Allah (swt) assurera sa pénétration dans nos cœurs et ainsi nous faire bénéficier de ses nombreuses bénédictions, dont la tranquillité et la protection contre Shaitaan.

Autre lecture indispensable du jeune Musulman, la lecture de la biographie du Prophète Muhammad (saw).

Car Allah (swt) nous assure :

« En effet vous avez dans le Messenger d'Allah un excellent modèle (à suivre), pour quiconque espère en Allah, au Jour du jugement et évoque Allah fréquemment. » Surah 33 (Al Ahzab) verset 21

Pour adopter l'exemple du Prophète (saw), ou encore mieux comprendre sa mission et les épreuves auxquels il (saw) dût faire face, et par conséquent, mieux nous comporter en toutes circonstances, il est inconcevable que nous ne fassions pas l'effort de lire, au moins une fois, le Seerah, la biographie du Prophète Muhammad (saw).

Adoptons le hisbah

De plus, l'Islam exige de nous un engagement inflexible dans l'invitation à ordonner le bien et interdire le mal.

« Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes, car vous ordonnez le Ma'rouf (le bien), interdisez le Mounkar (le mal) et croyez en Allah. » Surah A'li Imran (3) verset 110.

Nous ne devons pas négliger cette obligation aussi importante qu'est le Hisbah en dépit de la difficulté ou de l'adversité. Le vrai Musulman ne doit pas se laisser décourager par la multitude de vices et péchés qui prévalent au sein de notre société. Cette profusion de péchés ne devait pas nous pousser à désespérer des mérites et des avantages de pratiquer le Hisbah : nous commettrons ainsi un péché en négligeant cette obligation basant sur des prétextes fallacieux.

Ce qui nous amène à la nécessité, pour les jeunes en particulier, à nous armer et nous protéger des fléaux qui nous menacent, tels que la drogue, les jeux du hasard, la pornographie ou encore la prostitution.

Soyons armés contre l'islamophobie

Il faut prendre conscience que ceux-ci sont les armes de Shaitaan et font partie de l'islamophobie. Nous devons comprendre que l'islamophobie est une stratégie bien calculée pour éliminer les Musulmans minoritaires physiquement, mais surtout pour imposer sur l'Ummah une forme de l'Islam qui leur soit acceptable. Soyons vigilants et prêts à affronter l'islamophobie.

Nous devons aussi appréhender un autre fléau qui détourne notre attention des enjeux réels, celle de l'addiction aux portables et aux réseaux sociaux. Cette addiction, qui a fait l'objet de nombreuses recherches, est réelle. Il nous fait perdre un temps précieux, mais aussi notre faculté de réflexion.

Sachons que le Musulman responsable se doit d'utiliser le temps, celui qui appartient réellement au Créateur, de façon judicieuse.

L'indispensable formation idéologique

L'inclusion dans notre formation devait inclure, inévitablement, une compréhension de notre *deen* en tant qu'idéologie. Une telle prise de conscience nous protégera contre la tendance séculaire à séparer la religion de la politique.

« Quiconque désire une idéologie autre que l'Islam, ne sera point agréé, et il sera, dans l'au-delà parmi les perdants. » Surah A'li Imran (3), verset 85

Et, en conclusion, tout ceci serait vain si nous ne sommes pas physiquement préparés ou aptes à nous engager. Délaissions nos portables pour nous consacrer à notre développement physique et cultiver l'endurance indispensable pour face à l'adversité.

Qu'Allah nous aide et nous guide.

■ **Mosadeq Sahebdin**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



Le NAW N SHA Swimming Club clôture sa saison en beauté



Le NAW N SHA Swimming Club a organisé une compétition familiale conviviale à la piscine de Plaine Verte pour marquer la fin de la saison. Cet événement a été l'occasion de célébrer les efforts et les talents des participants.

Tous les gagnants ont été récompensés par des médailles, et un goûter a été offert à l'ensemble des participants. Chez les dames, les étoiles de la journée étaient Nawshine Nasroollah, Soulaiina Nazeerally, et Sultana M. Moosajee, qui ont brillé par leur performance et leur esprit sportif.

Du côté des hommes, la compétition s'est déroulée sous l'œil attentif du maître-nageur expérimenté Bai Jaffar Sayed Hossen, et les gagnants étaient Lookman Naroollah, Huzaifa Moosajee, et Shafeeq Nasroollah. La coordination de l'événement a été assurée par Nizam Nasroollah, responsable de l'organisation. Le club remercie la Municipalité de Port-Louis (MPL) pour son soutien.

Le NAW N SHA Swimming Club continue de promouvoir la natation comme un sport familial et communautaire, et donne rendez-vous à tous ses membres pour de futures activités aquatiques l'année prochaine.

“ Peu importe le temps dont il aura besoin, je serai à ses côtés ” - Amorim sur Luke Shaw

Le manager de Manchester United, Ruben Amorim, a envoyé un message de soutien à Luke Shaw après que l'arrière gauche a subi une nouvelle blessure qui l'a replongé dans le cauchemar dans lequel il est plongé depuis plus de neuf mois.

Luke Shaw semble être victime d'une malédiction de la blessure dont il n'arrive pas à se défaire. Le défenseur latéral de Manchester United n'a commencé qu'un seul match au cours des neuf derniers mois, période durant laquelle il a souffert de trois blessures musculaires qui l'ont tenu à l'écart du terrain. Le défenseur anglais est sorti du banc lors de trois matches consécutifs avec les Red Devils et, alors qu'on pensait qu'il allait enfin mettre ses blessures derrière lui, il a subi une nouvelle blessure à la veille de la défaite de Manchester United contre Arsenal.

Ruben Amorim a tenu à adresser un message de soutien au latéral de 29 ans après la défaite contre les Gunners, soulignant qu'«il a fait tout ce qu'il fallait» et qu'il «a besoin de lui» car c'est un

«excellent» joueur. «Depuis mon arrivée, je le vois beaucoup travailler à la salle, sur le terrain. Nous contrôlons la charge pendant les matchs, pendant les entraînements, il perdait du poids. Il faisait tout. S'il continue à se comporter de la sorte, c'est un



excellent joueur et nous avons besoin de lui. », a-t-il déclaré. «Peu importe le temps dont il aura besoin, je serai à ses côtés et nous l'aiderons à revenir, car non seulement Manchester United, mais aussi l'équipe nationale, a besoin d'un gars comme Luke Shaw», a-t-il conclu.

Le Real s'intéresse à Dalot comme alternative à Alexander-Arnold



Le Real Madrid envisagerait de recruter Diogo Dalot (Manchester United), estimé à 41 millions de livres sterling, afin de trouver une alternative à Trent Alexander-Arnold (Liverpool).

Le Real Madrid a jeté son dévolu sur Diogo Dalot, joueur du Manchester United, en tant qu'arrière droit potentiel, les géants espagnols estimant l'international portugais à environ 41 millions de livres sterling. Cet intérêt intervient alors que le Real Madrid se heurte à des obstacles dans sa quête de Trent Alexander-Arnold (Liverpool), en raison de la forte position de Liverpool en Premier League et des liens locaux d'Alexander-Arnold avec le club. Dalot, qui est devenu un joueur clé de Manchester United, a signé un nouveau contrat en mai 2023, prolongeant son séjour à Old Trafford jusqu'en 2028. Dalot, âgé de 25 ans, a disputé plus de 175 matches avec Manchester United et a été élu joueur de l'année par ses coéquipiers la saison dernière, ce qui souligne son importance pour l'équipe.

L'intérêt du Real Madrid pour Dalot n'est pas nouveau, des rapports suggérant qu'ils ont approché United au sujet du défenseur alors qu'Erik ten Hag dirigeait encore le club. Malgré l'évaluation de Madrid, Manchester United sera probablement réticent à se séparer de Dalot, compte tenu de son contrat à long terme et de son rôle important dans l'équipe. Alors que le Real Madrid continue de surveiller la situation d'Alexander-Arnold, la star de Liverpool entrant dans les six derniers mois de son contrat, la poursuite de Dalot représente une alternative pragmatique pour l'équipe de Carlo Ancelotti. L'intérêt du club espagnol pour les deux joueurs souligne sa détermination à renforcer son poste de latéral droit, ce qui pourrait marquer le début d'une nouvelle ère dans son secteur défensif.

Le milieu de terrain de Manchester City, Rodri, a exprimé en plaisantant son désir de voir Nico Williams, de l'Athletic Bilbao, rejoindre les champions de Premier League, soulignant le talent et la capacité d'adaptation de l'ailier espagnol.

Rodri, important milieu de terrain de Manchester City, a suggéré avec humour que le club devrait s'intéresser à la star émergente de l'Athletic Bilbao, Nico Williams. L'international espagnol a loué les capacités de son compatriote et a plaisanté sur les conditions **météorologiques de Manchester**. "Je veux Nico à Manchester! Il sentira le froid du nord. Il est très bon", a plaisanté Rodri. Le milieu de terrain de City a fait remarquer avec humour que Williams devrait s'adapter au froid anglais, car il a noté que le climat était similaire à celui de Bilbao.

Malgré les commentaires ludiques de Rodri, Williams reste pleinement impliqué auprès de l'Athletic Bilbao, se concentrant sur une saison pleine de réussite avec son club actuel. L'objectif

Rodri invite Manchester City à recruter Nico Williams



principal du jeune ailier est d'aider l'Athletic Bilbao dans sa campagne d'UEFA Europa League, avec un intérêt particulier pour la finale qui se déroulera au stade San Mames, à Bilbao. L'attachement de Nico Williams

à Bilbao témoigne de sa fidélité et son ambition de réussir avec le club de sa ville natale, indépendamment de l'intérêt des grandes équipes européennes qui le suivent depuis son excellent Euro 2024 en Allemagne, l'été dernier.

Voici les 4 chapeaux pour le Mondial des Clubs 2025

La FIFA a publié les chapeaux pour le tirage au sort du nouveau Mondial des clubs 2025, qui aura lieu jeudi. Au total, 32 clubs participeront à cette compétition, répartis en huit groupes de quatre.

Manchester City, le Real Madrid, River Plate, Flamengo et l'Inter Miami de Leo Messi, qui représentera le pays hôte, les États-Unis, seront tous présents lors de ce tirage au sort.

Le tirage au sort de la Coupe du monde des clubs 2025 organisée par la FIFA aura lieu

le jeudi 5 décembre. Les 32 équipes participantes seront réparties en huit groupes. Le tournoi ne se déroulera pas sans polémique, car il occupe le dernier créneau libre du cycle quadriennal de football estival, ce qui a suscité de vives protestations de la part des syndicats de footballeurs.

Cette compétition se déroulera du 15 juin au 13 juillet 2025 aux États-Unis, où la Copa América a déjà eu lieu en 2024 et où la Coupe du monde 2026 sera également organisée avec le Mexique

numérique dès la première minute. En conséquence, ils seront dans l'un des quatre chapeaux pour le tirage au sort du 5 décembre. Le chapeau 1 comprend les quatre équipes les mieux classées

dans le classement de l'UEFA, ainsi que les quatre autres leaders sud-américains. Le chapeau 2 contient les huit équipes restantes des championnats européens. Le chapeau 3 est composé des deux meilleures équipes d'Asie, d'Afrique et de la CONCACAF. Enfin, le chapeau 4 comprend les deux équipes restantes

de ces trois confédérations, ainsi que le représentant de l'Océanie et l'Inter Miami.

À ces informations s'ajoutent les limitations que la FIFA a introduites pour ce tirage au sort. Comme nous l'avons dit, les 32 équipes seront réparties en huit groupes de quatre, dans lesquels deux équipes se qualifieront. Les 16 équipes qualifiées disputeront des matches couperets à partir des huitièmes de finale jusqu'à la finale, qui se disputera au MetLife Stadium dans le New Jersey le 13 juillet 2025.

VOICI LES 4 CHAPEAUX

POUR LE TIRAGE AU SORT DU MONDIAL DES CLUBS

2025

CHAPEAU 1	CHAPEAU 2	CHAPEAU 3	CHAPEAU 4
<ul style="list-style-type: none"> Manchester City Real Madrid Bayern Munich PSG Flamengo Palmeiras River Plate Fluminense 	<ul style="list-style-type: none"> Chelsea Borussia Dortmund Inter Porto Atlético de Madrid Benfica Juventus Salzburg 	<ul style="list-style-type: none"> Al-Hilal Ulsan HD Al Ahly Wydad AC Monterrey León Boca Juniors Botafogo 	<ul style="list-style-type: none"> Urawa Reds Al Ain ES Tunis Mamelodi Sundowns Pachuca Seattle Sounders Auckland City Inter Miami

et le Canada. Ce Mondial des Clubs de la FIFA verra s'affronter les meilleures équipes de chaque continent, telles que Manchester City, le Real Madrid, River Plate, Flamengo, Al-Hilal et les Urawa Red Diamonds du Japon.

L'Inter Miami de Leo Messi sera également présent et représentera le pays hôte, non pas en tant que champion de la MLS, mais en tant que champion de la Ligue. La dernière équipe à s'être qualifiée est Botafogo, qui a remporté la Copa Libertadores en battant l'Atletico Mineiro 3 à 1, alors qu'il se trouvait en infériorité

Les droits TV mondiaux du Mondial des clubs attribués à DAZN

Les droits TV internationaux de la Coupe du monde des clubs, organisée en 2025 par la Fifa, ont été attribués à la plateforme britannique DAZN pour un montant d'environ un milliard d'euros, a appris mercredi l'AFP d'une source proche des négociations, confirmant une information de 'RMC Sport'.

La Fédération internationale de football et 'DAZN' ont officialisé cet accord sans en révéler le montant. Cette annonce intervient à la veille du tirage au sort de cette compétition élargie à 32 clubs jeudi à Miami (Etats-Unis). Les 63 matchs du tournoi seront disponibles "gratuitement pour les fans du monde entier", a indiqué DAZN dans un communiqué, "avec la possibilité de sous-licencier les droits à des chaînes de télévision gratuites locales". Le PDG de 'DAZN' Shay Segev a qualifié ce contrat de "révolutionnaire".

La quête d'un diffuseur était devenue urgente pour une compétition controversée, accusée de surcharger le calendrier international, et des zones d'ombre persistaient sur ses recettes et ses retombées financières alors que la Fifa a promis un énorme pactole financier aux 32 équipes participantes. Juste avant l'annonce du contrat avec 'DAZN', la Fifa avait officialisé un partenariat avec 'Bank of America' pour devenir sponsor de l'épreuve après ceux signés avec le groupe chinois de téléviseurs et d'électronique Hisense et le brasseur belge 'AB InBev'. Selon une source proche des négociations, un accord imminent doit également être conclu avec 'Coca-Cola'.

Ce premier Mondial des clubs fait l'objet d'une ferme opposition de la part des joueurs et des ligues nationales qui dénoncent les cadences infernales dans le football. Le syndicat mondial



des joueurs (Fifpro) et l'Association européenne des ligues ont ainsi déposé en octobre une plainte auprès de la Commission européenne contre la Fifa, accusée d'abuser de sa position dominante concernant l'élaboration du calendrier. Plusieurs joueurs de premier plan, comme le Ballon d'Or espagnol Rodri, le défenseur néerlandais Virgil Van Dijk ou le Français Aurélien Tchouaméni ont même émis l'idée d'une grève pour protester contre l'accumulation des matches, déjà perceptible avec la nouvelle formule de la Ligue des champions.

Cadillac F1 Team nomme son directeur d'écurie

L'écurie Cadillac F1 sera dirigée par Graeme Lowdon alors qu'elle fera son apparition sur la grille en 2026.

Une dizaine de jours après l'officialisation de son arrivée en Formule 1 comme onzième écurie de la grille en 2026, Cadillac a trouvé celui qui dirigera son équipe, fruit d'une alliance entre General Motors et TWG Global (Andretti). Le constructeur américain a fait le choix de l'expérience, faisant appel à Graeme Lowdon. «Je suis profondément honoré d'être nommé team principal de cette nouvelle écurie et je tiens à remercier tous ceux qui ont placé leur confiance en moi», souligne-t-il. «Je crois que la Formule 1 est le plus grand sport d'équipe au monde, et quand il est question d'équipe, il est question de personnes. C'est une équipe avec un réel amour et un réel désir de courir, et nous avons l'expérience et l'expertise pour ça.» «La course est au cœur de tout ce que nous faisons. C'est ce que je veux voir dans une équipe, et je tiens vraiment à en faire partie. Je ne sous-estime pas la tâche qui nous attend et j'ai le plus grand respect pour nos concurrents. J'ai hâte de nous voir en piste mais en attendant, notre travail se poursuit.»

L'homme d'affaires britannique, âgé de 59 ans, est essentiellement connu dans



la catégorie reine pour avoir dirigé l'écurie Manor pendant plusieurs années. Proche de Richard Branson, il avait participé à la mise en place de l'ex-écurie Virgin lors de son arrivée en 2010, avant d'en prendre rapidement la tête, y compris sous ses appellations successives, Marussia puis Manor. Il a quitté ses fonctions en 2015, quelques mois après le terrible accident survenu à Suzuka et qui allait coûter la vie au pilote français Jules Bianchi. Graeme Lowdon n'a toutefois pas pris de recul avec le sport automobile puisqu'il s'est

alors lancé dans un projet en endurance, sous la bannière Manor Motorsport en LMP2 puis Ginetta en LMP1. Le programme s'est arrêté en 2018.

«Graeme a conseillé notre équipe ces deux dernières années alors que nous mettions le projet en place», précise Dan Towriss, PDG de TWG Global. «Son expérience à la fois technique et managériale en Formule 1 et dans d'autres sports nous aider alors que nous bâtissons l'écurie Cadillac F1 Team.» Au cours des derniers mois, d'abord sur la base du projet Andretti, la future écurie Cadillac s'est constituée en recrutant notamment du personnel d'expérience pour ses bases aux États-Unis et à Silverstone. La dernière recrue en date et de renom était Rob White, qui a suivi les pas de Nick Chester ou encore Pat Symonds. Cadillac prévoit d'utiliser une unité de puissance cliente pour ses deux premières saisons, avant de concevoir sa propre unité de puissance à l'horizon 2028.

Premier League

Les Blues défient les Spurs au Tottenham Hotspur Stadium

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera au Tottenham Hotspur Stadium (Londres) sera donné ce dimanche à 20h30. Avant la rencontre, Tottenham est classé à la 10ème place du Championnat d'Angleterre et Chelsea à la 2ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 161 fois depuis 1909, le dernier match entre les deux formations a été remporté par Chelsea le jeudi 2 mai 2024 (Championnat d'Angleterre - 26e journée : 2-0).

Après sa défaite 1-0 contre Bournemouth en Premier League, lors de sa dernière confrontation, Tottenham essaiera de se racheter. Lors de la rencontre précédente, Tottenham affichait un taux de possession de balle de 65% et 12 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Dans le camp adverse, Bournemouth, a eu 21 tirs au but dont 8 cadrés. Dean Huijsen (17') a marqué pour Bournemouth.

Ces derniers temps, Tottenham n'a presque jamais disputé une rencontre sans concéder de but. L'équipe a de quoi s'inquiéter étant donné que Tottenham n'a pas réussi à empêcher ses adversaires de marquer lors de 5 de ses 6 confrontations précédentes, laissant passer 9 buts au cours de cette période.

Les résultats précédents montrent que Tottenham :

n'a pas battu le Chelsea lors de leurs 2 rencontres précédentes de championnat.

n'a pas enregistré de victoire dans son stade au cours de ses 2 derniers matchs de championnat.

le Chelsea se prépare à jouer cette confrontation après avoir battu le Southampton sur le score de 1-5 en Premier League lors de son dernier match. Lors du match précédent, le Chelsea affichait un taux de possession de balle de 55% et 26 tentatives de tir au but dont 13 cadrés.



Du côté du Chelsea, les joueurs ayant réussi à envoyer le ballon au fond des filets sont Axel Disasi (7'), Christopher Nkunku (17'), Noni Madueke (34'), Cole Palmer (76') et Jadon Sancho (87'). Dans le camp adverse, le Southampton, a eu 6 tirs au but dont 4 cadrés. Joe Arifo (11') a inscrit un but pour le Southampton.

Lors des 6 rencontres précédentes, le Chelsea a réussi à mettre 21 buts au total. le Chelsea a aussi marqué à chacune de ces occasions. En ce laps de temps, l'équipe a en outre encaissé 3 buts. Il faudra attendre pour découvrir si cette tendance va véritablement se vérifier ici. Précédemment, le Chelsea n'a enregistré aucun échec au cours de ses 3 matchs précédents de championnat en déplacement.

Si on passe en revue leurs rencontres récentes, en remontant jusqu'au 12/01/2022, on remarque que Tottenham a gagné 1 fois lors de ces matchs, le Chelsea a enregistré 4 succès et le total de partages s'élevait à 1. Au total, ces deux équipes ont

fait grimper le marquoir à 16 buts lors de ces duels, répartis comme suit : 5 en faveur de Tottenham et 11 pour le Chelsea. Cela représente une moyenne de 2.67 buts par match.

En championnat, le dernier duel qui opposait ces deux clubs a eu lieu lors de la 26ème journée de Premier League le 02/05/2024. À la fin du match, le marquoir affichait Chelsea 2-0 Tottenham Hotspur. Durant la rencontre, le Chelsea affichait un taux de possession de balle de 38% et 16 tentatives de tir au but avec 5 cadrés. Les buteurs sont Trevoh Chalobah (24') et Nicolas Jackson (72'). En face, Tottenham avait eu 19 tentatives de tir au but avec 3 cadrés.

L'entraîneur de Tottenham, Ange Postecoglou, devra se passer de Cristian Romero, Richarlison, Micky van de Ven, Guglielmo Vicario, Wilson Odobert et Mikey Moore.

L'entraîneur du Chelsea, Enzo Maresca, ne peut pas aligner tous ses joueurs. Reece James et Wesley Fofana ne figureront pas sur la feuille de match.